

A terre, le PS en vient à douter de sa propre survie

LE MONDE | 18.06.2014 à 10h22 • Mis à jour le 18.06.2014 à 10h43 | Par Françoise Fresso

Lorsqu'il a pris possession de son bureau de premier secrétaire entre le désastre des élections municipales fin mars et, deux mois plus tard, celui des élections européennes, Jean-Christophe Cambadélis n'a pu s'empêcher de lâcher : « *J'arrive trop tard !* » Une nouvelle fois, le Parti socialiste est plongé dans la crise, l'une de ces crises qui, depuis la fin du second mandat de François Mitterrand, le saisissent à intervalles réguliers au point de lui faire douter de tout, y compris de sa propre survie.

Manuel Valls, qui, au lendemain des élections européennes de 2009, déjà marquées par un échec, appelait à changer le nom du parti en estimant que le mot « *socialisme* » était « *sans doute dépassé* », annonce cette fois la possible mort de la gauche tout entière. « *Elle n'a jamais été aussi faible dans l'histoire de la Ve République* », a asséné le premier ministre lors du conseil national du PS, samedi 14 juin, avant d'ajouter : « *Nous sentons bien que nous sommes arrivés au bout de quelque chose, au bout peut-être même d'un cycle historique pour notre parti.* » Diable !

DES FONDATIONS DÉSAGRÉGÉES

Deux ans après l'installation de François Hollande à l'Élysée, le PS est bel et bien fendu de la tête aux pieds : la crise idéologique qui agite son sommet coïncide avec l'ébranlement sans précédent de sa base, le socialisme municipal, cette spécificité française qui faisait que le parti tenait debout, bon an mal an, y compris après les pires défaites nationales. En mars, 150 villes de plus de 10 000 habitants ont été perdues d'un coup, et c'est comme si toutes les fondations que François Hollande avait lui-même contribué à consolider quand il était premier secrétaire (1997-2008) s'étaient désagrégées. « *C'est le plus grand plan social de l'histoire du socialisme* » se lamente Jean-Jack Queyranne, président de la région Rhône Alpes. « *Un traumatisme* », confirme l'ancien premier ministre Jean-Marc Ayrault, car « *aux élus socialistes défaits, il faut ajouter leurs collaborateurs, parmi lesquels de nombreux responsables de fédérations* ».

Aujourd'hui, beaucoup, désormais à la recherche d'un emploi, en veulent à « *ce président de la République qui a fait battre* », sans toujours parvenir à faire la part entre l'impopularité de la politique nationale et leur propre responsabilité.

« LE CAS D'ÉCOLE, C'EST LIMOGES »

« *En réalité, là où nous avons perdu, tout s'est mélangé : le national, les divisions de la gauche, l'usure générationnelle* », observe l'ancien ministre de l'économie Pierre

Moscovici. « *Le cas d'école, c'est Limoges* », appuie Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique de l'institut de sondages IFOP. « *La ville est socialiste depuis 1912, le maire bâtisseur était en poste depuis vingt-quatre ans. Il croyait avoir satisfait ses administrés en leur offrant une belle salle de spectacle. Il n'a pas vu que le FN s'était infiltré dans les quartiers périphériques parce que les habitants peinent à trouver de l'emploi.* »

Pour nombre d'élus qui croyaient avoir bien géré, le réveil est brutal : « *On est devenu le parti de la bourgeoisie des centres-villes !* », s'exclame un président de région, qui semble découvrir ce que nombre de géographes ont mis au jour depuis des années : la relégation territoriale de l'électorat populaire.

Deux mois plus tard, la défaite aux européennes vient accentuer le traumatisme. Cette fois, le Front national arrive en tête de tous les partis. Il réalise ses meilleurs scores parmi les ouvriers et les employés qui sont allés déposer un bulletin dans l'urne. Sur fond de contestation grandissante de l'Europe, le spectre du 21 avril 2002 ressurgit : et si, en 2017, le candidat socialiste était éliminé par Marine Le Pen à l'issue du premier tour de la présidentielle, exactement comme Lionel Jospin l'avait été quinze ans plus tôt par le père de celle-ci ?

Face à cette hypothèse, l'aile gauche du PS s'affole : pour renouer avec l'électorat populaire, elle exige que le gouvernement change au plus vite de politique économique et rompe avec « *l'ordolibéralisme* » dicté, selon elle, par l'Allemagne et Bruxelles.

« ON A NÉGLIGÉ LE TRAVAIL DE FOND »

Les années ont beau passer, le PS reste affligé des mêmes maux : incapacité à surmonter l'épreuve du pouvoir, crainte de ne jamais être assez « social », divisions endémiques sur l'Europe. « *C'est une crise à la fois classique et très grave* », diagnostique le politologue Gérard Grunberg, directeur de recherche émérite au CNRS : « *Outre le fait que le PS ne parvient pas à assumer la politique de l'offre menée par le président de la République, il est déstabilisé, comme l'UMP, par le clivage entre Europe et nation sur lequel prospère Marine Le Pen.* »

De quelque côté que l'on se tourne, le même procès revient : s'il a réussi à conquérir le pouvoir, le PS n'était pas prêt à en assumer l'exercice, a fortiori dans un tel contexte de crise. « *Pendant dix ans, on a négligé le travail de fond, mis la poussière sous le tapis, joué en contre, obnubilés par une seule question : qui est celui qui va porter nos couleurs pour battre la droite ?* », déplore Pierre Moscovici. Terrible aveu de la part de celui qui fut le directeur de campagne de François Hollande avant d'en être l'un des principaux ministres...

« LE PS NE DOIT PAS DEVENIR LA SFIO »

Jean-Marc Ayrault, qui a tenté, une fois installé à Matignon, de théoriser le « *nouveau modèle français* », diagnostique lui aussi une insuffisance de rénovation idéologique liée en partie au poids des féodalités locales : dans certaines grosses fédérations, la conservation des positions locales était jugée bien plus importante que l'exercice du pouvoir.

« Attention à ce que le PS ne devienne pas la SFIO. C'est un parti qui n'est pas suffisamment ouvert à la société réelle », s'alarme l'ancien premier ministre, qui pointe les limites de l'opération rénovation menée en 2011 à travers la primaire présidentielle. Sur le coup, un joli succès : trois millions de votants mobilisés, mais après... « *La primaire est une bonne chose pour mobiliser l'électorat et gagner une élection, mais, a contrario, elle fragilise l'organisation politique et réduit le débat à un choix de personnes* », observe Jean-Marc Ayrault. « *La primaire nous a permis de ne pas être prêts* », renchérit Julien Dray, l'un des représentants de l'aile gauche du parti. Habile, François Hollande s'est servi de cette avancée démocratique pour s'affranchir des pesanteurs d'un parti qu'il avait peiné pendant onze ans à rénover, mais une fois élu, il a laissé les troupes socialistes en déshérence. Et aujourd'hui le parti se venge.

« ON REPART DE ZÉRO »

« *Notre discours est devenu effroyablement technocratique* », déplorait Jean-Christophe Cambadélis au lendemain du désastre des municipales. Façon polie de dire que les militants ne se retrouvent ni dans les mots ni dans l'action du président de la République. Sur France Inter, dimanche 15 juin, le premier secrétaire du PS a reconnu une perte de 25 000 adhérents en deux ans. Dans certaines sections, aucune réunion ne s'est tenue depuis un an : « *On repart de zéro* », déplore le jeune député Thomas Thévenoud, qui vient de repandre la direction de sa section en Saône-et-Loire.

Etrange parti, où chaque alternance se solde par un audit sévère de l'action de son prédécesseur. « *Même les toilettes étaient bouchées* », s'était exclamée Martine Aubry en prenant possession, en 2008, des bureaux de la Rue de Solférino, désertés par François Hollande.

Mais s'il ne s'agissait que d'un problème de tuyauterie ! En lisant les libelles des uns et des autres, M. Grunberg diagnostique une « *vraie crise de défiance* » entre un président de la République converti, par la gravité de la crise, à la politique de l'offre et des pans entiers de son ancien parti qui ne s'y reconnaissent pas. Les propos d'Emmanuel Maurel témoignent de l'ampleur du malaise. « *Dès l'instant où la gauche use des mêmes mots que la droite pour expliquer que l'Etat vit au-dessus de ses moyens ou que la fiscalité est trop lourde, le combat culturel et politique est perdu d'avance. Et le problème du PS, c'est que depuis plusieurs années, beaucoup trop de ses responsables parlent comme la droite* », tonne le chef de file de l'aile gauche.

LA TENTATION DU NON

La résistance au libéralisme est une spécificité du socialisme français. Dès la fin des années 1990, sous la double impulsion de Tony Blair et de Gerhard Schröder, les sociaux-démocrates européens, qui dominaient alors l'Europe, ont amorcé leur mue vers le social-libéralisme. « Le Manifeste » de Blair et Schröder, publié en 1999, insistait ainsi sur la nécessité de s'adapter à un monde en pleine mutation. Il prônait la baisse des dépenses publiques et la réduction des impôts, et pointait les limites de l'assistanat.

Piqué au vif, Lionel Jospin, alors installé à Matignon, avait répondu : « *Oui à l'économie de marché, non à la société de marché* », ce qui revenait à répudier le matérialisme historique sans pour autant adhérer au social-libéralisme. Depuis, le PS campe sur cette position, et lorsque la réalité des déficits s'impose à lui, lorsque les réformes de nature libérale paraissent inévitables, la tentation est très forte de dire non en revendiquant un bras de fer européen

Dans cette tragédie, qui voit un président en rupture violente avec son ancien parti, deux acteurs, Jean-Christophe Cambadélis et Manuel Valls, se démènent pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être : le premier vient des rangs de l'extrême gauche, le second de la mouvance rocardienne, mais les deux hommes ont en commun trois convictions : l'offensive de Marine le Pen est à prendre au sérieux, le Parti socialiste est mortel, sa survie passe par une identification beaucoup plus forte et par la fin des synthèses émoussées. En termes crus, cela revient à dire que le socialisme à la Hollande a vécu.